Pillages à Lyon lors des émeutes du 17-octobre : les écologistes et LFI refusent d'indemniser les commerçants ; sur les 32 élus écologistes, 28 se sont abstenus, dont Grégory Doucet, oubliant d'un vote toutes ses déclarations précédentes

30/10/2026 à 16h59



Un seul dossier pour ce conseil extraordinaire : les aides d'urgence aux commerçants gravement touchés par les casseurs et les pilleurs, notamment le samedi 17 octobre.

Tout semblait si bien commencer, dans une concorde de bon aloi lors de ce conseil exceptionnellement tenu en visio. On a eu droit à un Grégory Doucet minaudant son amour pour les commerçants, son soutien indéfectible à leurs côtés. Ses alliés LFI avaient, eux, choisi la politique de la chaise vide

après celle de la terre brûlée !

Emmanuel Imberton, vice-président du Grand Lyon à l'économie et ancien patron de la CCI, portait un dossier de plus de 10 millions d'euros en aide d'urgence :

– 6 millions pour soutenir la reprise d'activité (avance remboursable à taux zéro pour soutenir la trésorerie et reconstituer les stocks) ;

– 3 millions d'euros pour réparer les commerces vandalisés (jusqu'à 33 000 euros par établissement) ;

– 1 million d'euros pour renforcer la sécurité des commerces.

Face à ce 17 octobre, encore dans toutes nos mémoires et qui a profondément meurtri commerçants, salariés, habitants, on s'attendait à un vote unanime. Surprise ! Sur les 32 élus écologistes, 28 se sont abstenus, dont Grégory Doucet, oubliant d'un vote toutes ses déclarations précédentes.

[…]

LP